



# Bulletin d'information APNU - mars/avril 2024

Toute l'actualité de l'ONU en français



## Bulletin d'information | mars - avril 2024

Chers membres et sympathisant(e)s,

Bienvenue dans la seconde édition 2024 de notre Bulletin. Découvrez nos articles sur les enjeux mondiaux et les initiatives des Nations Unies, ainsi que nos perspectives sur un monde de coopération internationale, de développement durable et de paix, où chaque action compte pour un avenir plus juste et plus harmonieux pour tous !

Retrouvez le bulletin sur notre [site web](#) | [télécharger la version PDF](#)

Bonne lecture et n'hésitez pas à nous contacter pour nous faire part de vos commentaires et suggestions ([secretaire@apnu.be](mailto:secretaire@apnu.be)).

### DANS CETTE ÉDITION...

#### [A LA UNE](#)

1. **Pour un renouveau du multilatéralisme à l'ONU - discours à New York du Haut Représentant Josep Borrell (12 mars 2024)**
2. **L'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 : rapport sur les violences sexuelles**

#### [ARTICLES THÉMATIQUES](#)

1. **Conflit Israël - Hamas : et pendant ce temps, à l'ONU...**

2. **Sommet de l'Avenir (septembre 2024) : quelles perspectives ?**
3. **Travail forcé : un rapport de l'OIT qui ne laisse pas indifférent**
4. **Climat et développement durable : quelle transition juste pour l'Union européenne ?**
5. **Aide humanitaire**
  - **Famine imminente à Gaza**
  - **Retour sur le Forum Humanitaire Européen (18-19 mars)**
  - **L'humanité déchirée par la violence, la faim, l'exode massif et le manque de moyens pour y répondre (rapport OCHA)**

### LA PAROLE A APNU JEUNES

- **RDC - Retrait progressif de la MONUSCO : du chemin parcouru aux perspectives d'avenir du maintien de la paix en Afrique (centrale)**


### ÉVÉNEMENTS

- **27.05.2024 : Assemblée générale de l'APNU**
- **19.06.2024 : Conférence APNU - "Dynamiques démographiques : perspectives mondiales et régionales - le rôle de l'ONU"**

## A LA UNE

### **Pour un renouveau du multilatéralisme à l'ONU - discours à New York du Haut Représentant Josep Borrell**





Le 12 mars dernier, lors de la séance annuelle du Conseil de Sécurité consacrée à la coopération entre l'ONU et l'Union européenne (UE), le Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a lancé un appel à revitaliser le multilatéralisme.

**« Si l'état du monde est profondément préoccupant, il le serait encore davantage sans l'ONU qui, à travers sa Charte, demeure une boussole et un repère dans la tourmente, une lanterne dans l'épais brouillard dans lequel nous cherchons chaque jour notre chemin ».**

Les Nations Unies sont un pilier essentiel pour faire face aux défis mondiaux actuels, a souligné M. Borrell, en dépit des difficultés que rencontre l'organisation, notamment les violations de la Charte par certains membres permanents du Conseil de sécurité.

Le Haut Représentant a également plaidé en faveur de réformes à l'ONU, en particulier celle du Conseil de sécurité, qui devrait mieux refléter les réalités contemporaines, afin que l'organisation puisse exercer son rôle vital de préservation de la paix, de la sécurité et du respect du droit international. L'UE continuera à soutenir les Nations Unies, politiquement et financièrement.

Il a très longuement traité de la désastreuse situation à Gaza, et plaidé pour une solution à long terme impliquant la création d'un état palestinien. Il a appelé le Conseil à se prononcer sur la fin des hostilités, à promouvoir l'aide humanitaire et le principe de la solution à deux Etats.

Il a rappelé que la guerre en Ukraine est une guerre d'agression, menée au mépris des obligations de la Charte, s'en prenant vertement à l'ambassadeur de Russie. Mais il a aussi insisté sur la nécessité de prévenir les conflits, en rappelant la coopération de l'UE avec l'Union africaine et sa disposition à soutenir les efforts de résolution de conflits parfois oubliés, notamment au Sahel, au Soudan, en Afghanistan, au Myanmar, dans la Corne de l'Afrique, y compris par ses propres opérations et missions, menées avec un mandat du Conseil de sécurité.

Face aux difficultés du monde actuel, le Haut représentant a souligné l'importance cruciale de l'ONU pour guider l'humanité à travers les difficultés du monde actuel et a réitéré l'importance d'un multilatéralisme efficace, basé sur le respect du droit international, en opposition à la confrontation entre blocs. Il a aussi confirmé l'engagement de l'UE à agir tant comme fournisseur d'aide immédiate que comme acteur politique travaillant à résoudre les causes profondes des conflits.

---

## Attaque du Hamas le 7 octobre 2023

### Rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits



Photo UN.ORG

Le 11 mars 2024, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits, Mme Pramilla Patten, a présenté au Conseil de sécurité le rapport sur sa visite officielle en Israël, à l'invitation des autorités israéliennes, et en Cisjordanie.

Notamment en raison de l'absence d'autres représentations des Nations Unies en Israël, son mandat consistait à rassembler, vérifier et analyser les informations relatives à des violences sexuelles commises lors de l'attaque du Hamas le 7 octobre dernier, mais aussi contre les personnes retenues en otage à Gaza. La mission ne disposait pas de pouvoirs d'enquête.

En dépit de difficultés pratiques décrites en détail (brièveté relative de la mission, accès aux victimes, qualité de l'information, préservations des preuves...), le rapport de la SRSB donne une image de la violence des attaques du Hamas contre des habitants de la périphérie de Gaza et les participants au festival de musique Nova, encore amplifiée lors de sa présentation devant le Conseil de sécurité. Il conclut qu'il existe des motifs raisonnables ("reasonable grounds") de considérer que des faits de violence sexuelle ont eu lieu lors de cette attaque et en particulier des viols et des viols en réunion, des traitements

inhumains et dégradants et des mutilations sexuelles. Sur base des témoignages reçus, qualifiés de clairs et convaincants, la mission conclut que certains des otages emmenés à Gaza ont été victimes de violence sexuelle et que ces violences se poursuivent encore.

En Cisjordanie, la mission a reçu des informations concernant des cas de violences sexuelles contre des hommes et des femmes en détention, lors des perquisitions nocturnes ou aux check-points.

La SRSO appelle les autorités israéliennes à laisser les institutions des Nations Unies effectuer les enquêtes approfondies nécessaires, suite à son rapport, le Hamas à libérer les otages, et toutes les autorités compétentes à entamer des poursuites contre les auteurs de ces crimes.

*Bénédicte Frankinet, administratrice APNU*

## ARTICLES THÉMATIQUES

### Conflit Israël - Hamas : et pendant ce temps, à l'ONU ...



Au vu de la situation catastrophique à Gaza, et de la prise en charge des négociations par les Etats-Unis, le Qatar et l'Egypte, le rôle joué par le Secrétaire général et les institutions onusiennes peut sembler dérisoire. Les décisions intervenues récemment constituent cependant des éléments de référence pour évaluer les moyens d'action de l'ONU lorsqu'elle est confrontée à des situations

complexes, éventuellement dégager les moyens d'en faire le meilleur usage, et si nécessaire les repenser.

Après de nombreuses péripéties, et comme en écho à la visite deux jours plus tôt du Secrétaire général à Rafah, le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est enfin mis d'accord le 25 mars sur une résolution concernant l'établissement d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza (Résolution 2728, Situation au Moyen Orient y compris la question palestinienne).

Apprenez-en plus sur la situation actuelle dans notre article complet.

[Lire l'article complet en ligne](#)

## Sommet de l'Avenir (septembre 2024) : quelles perspectives ?



Photo: ©UN Photo/Rick Bajornas

L'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation du Secrétaire Général, Antonio Guterres, a décidé de tenir en **septembre 2024** un "[Sommet](#)

[de l'Avenir](#) " (*Summit of the Future*), pour redonner sens, légitimité et vigueur à la coopération multilatérale et pour accélérer la mise en oeuvre des engagements pris par les Etats dans le cadre de l'ONU.

La recrudescence des conflits dans le monde, les violations répétées du droit international et du droit humanitaire, le lourd retard accumulé dans la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat et des Objectifs de développement durable, ou encore les nouveaux défis posés par l'intelligence artificielle exigent que les gouvernements, et les autres parties prenantes, se penchent sur le fonctionnement actuel des Nations Unies et sur les moyens dont dispose l'organisation pour jouer son rôle dans la gouvernance mondiale.

Le Sommet devrait déboucher sur l'adoption d'un "**Pacte pour l'Avenir**", couvrant une large variété de sujets. Les négociations, menées par l'Allemagne et la Namibie, ont débuté à New York, sur base d'une série de rapports préparés sous la responsabilité du Secrétariat. Le projet initial de résolution soumis aux délégations est accessible à tous.

Dans ce contexte, le 22 mars dernier à Bruxelles, le Bureau des Nations Unies, en partenariat avec la Friedrich Ebert Stiftung, organisait une rencontre de haut niveau sur ces questions, sous le titre "***Navigating through the poly-crisis : Towards a global pact for a better future for people and planet***".

A cette occasion, Guy Ryder, ancien Directeur général de l'Organisation du Travail, désormais Secrétaire général adjoint chargé des politiques au Cabinet du Secrétaire général, a donné un aperçu des thèmes, des enjeux et de l'avancement des travaux relatifs au Sommet, dont les **principaux thèmes** seront les suivants :

- **Le financement du développement** : les engagements financiers et les projets de réforme de l'architecture financière internationale font du sur place et l'Agenda 2030 n'est plus sur les rails
- **La paix et la sécurité internationale** : il faut constater que la boîte à outils actuelle de l'ONU ne répond plus aux attentes et qu'il faut un nouvel Agenda pour la paix, en matière de prévention, de médiation, de maintien et d'imposition de la paix
- **La science, la technologie et le numérique au service de l'humanité** : au-delà de l'aspect technique, le Sommet devrait aborder les questions de gouvernance mondiale, d'inclusion et de respect des droits de l'homme
- **La participation des jeunes** aux processus de décision et notre responsabilité face aux générations futures
- **La transformation de la gouvernance mondiale** : les pays en développement placent de grands espoirs dans le Sommet pour voir se concrétiser enfin la réforme du Conseil de sécurité (en discussion)

Le 9 mai prochain se tient à Nairobi une conférence de la Société civile dont le but est d'élaborer les contributions de celle-ci aux travaux préparatoires et aux décisions du Sommet de l'Avenir.

Dans les Etats membres et au sein de l'Union européenne, les préparatifs sont également en cours. Le Sommet pourrait utilement rappeler aux chefs d'Etat et de gouvernements que, au-delà des textes, la crédibilité de l'ONU en matière de gouvernance mondiale dépendra largement de la volonté des Etats membres de rester fidèles aux engagements qu'ils ont pris et de leur capacité à mettre systématiquement en oeuvre les décisions multilatérales adoptées au sein de l'organisation.

### [Présentation du Sommet de l'avenir.](#)

*Bénédicte Frankinet, administratrice APNU*

---

## **Travail forcé : un rapport de l'OIT qui ne laisse pas indifférent**



*Photo ILO*

Le 19 mars a eu lieu à Bruxelles le [lancement du nouveau rapport de l'Organisation Internationale du Travail \(OIT\) "Profits et pauvreté : la dimension économique du travail forcé"](#).

Ce rapport évalue les profits générés dans le monde par le travail forcé dans le secteur privé et révèle non seulement des chiffres étonnants, mais aussi une



situation qui ne cesse d'empirer depuis 2014.

**Le travail forcé dans l'économie privée**, caractérisé par des pratiques telles que le recours à la violence, l'intimidation, la manipulation de dettes, la rétention de papiers d'identité, ou la menace de dénonciation aux autorités migratoires, a engendré des **profits illégaux colossaux**, estimés en 2023 à **236 milliards de dollars par an**. Ce chiffre représente une augmentation significative de 37% par rapport à 2014.

Cette hausse est attribuée à une augmentation du nombre de personnes contraintes à travailler ainsi qu'aux profits accrus découlant de leur exploitation. L'exploitation sexuelle commerciale forcée génère une part importante de ces profits, mais les secteurs de l'industrie, des services, de l'agriculture, et du travail domestique sont également gravement affectés.

Le rapport souligne l'**urgence** pour la communauté internationale d'agir en renforçant les cadres juridiques, en formant les responsables de l'application des lois et en protégeant les droits des travailleurs pour briser les cycles de pauvreté et d'exploitation. Il met en lumière la nécessité d'une approche globale pour s'attaquer aux causes profondes du travail forcé et offrir une protection adéquate aux victimes

A partir d'un travail méticuleux entrepris par les experts de l'OIT, cette nouvelle étude révèle des chiffres saisissants :

- **23,6 millions de personnes** dans le monde sont concernées par le travail forcé dans le secteur privé.
- La **région Asie et Pacifique** détient le plus grand nombre de personnes en situation de travail forcé (**15,1 millions**). Si on évalue le nombre de cas de travail forcé en proportion de la population, les Etats arabes arrivent en tête de liste (5,3 cas pour 1.000 habitants), suivis de près par la région Europe et Asie Centrale (4,4 cas pour 1.000 hab.).
- **9 cas de travail forcé sur 10 sont le fait d'acteurs privés** et concentrés dans le secteur de l'industrie (exploitation des mines et des carrières, construction et services).
- **L'exploitation sexuelle commerciale forcée** est la plus grande source des profits illégaux résultant du travail forcé, à hauteur de 172 milliards de dollars, soit plus de la moitié du total des profits.
- Contrairement à une impression répandue, le travail forcé imposé par les Etats est relativement moins fréquent.

La situation semble s'aggraver et le travail forcé persiste dans de nombreuses régions en raison de divers facteurs tels que la pauvreté, les inégalités économiques, les conflits armés et le manque de mise en application des lois.

Des mesures doivent être prises rapidement et l'OIT appelle la communauté internationale à s'unir et à agir d'urgence pour mettre fin à cette injustice, à protéger les droits des travailleurs et à défendre les principes d'équité et d'égalité pour tous. L'OIT demande aux Etats, pour lutter contre ce phénomène, de renforcer les cadres juridiques, de former les responsables de l'application des lois, mais aussi d'étendre l'inspection du travail aux secteurs à haut risque.

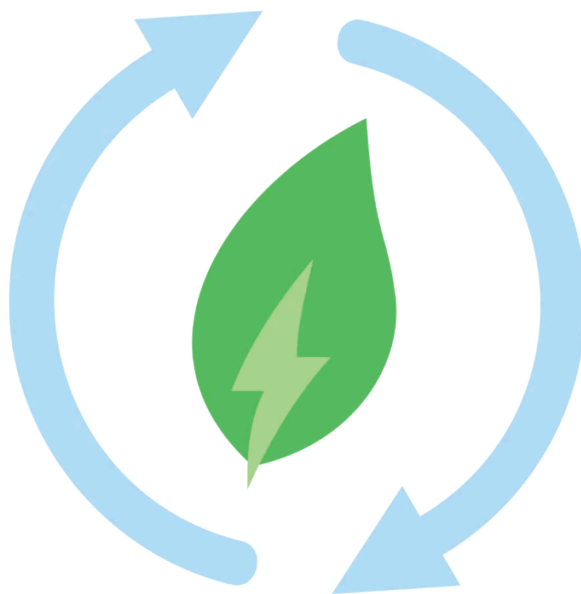
[Lire le rapport complet](#)

*Christine Van Nieuwenhuysse, Vice-présidente APNU*

---

## Climat et développement durable

### Quelle transition juste pour l'Union européenne ?



**La transition environnementale ne pourra réussir que si elle intègre non seulement les politiques écologiques et climatiques, mais aussi les dimensions économique et sociale**, avec la participation de tous les citoyens concernés, y compris les plus vulnérables, ainsi que celle des entreprises et des travailleurs.

Cette transition sera certes génératrice d'une nouvelle économie et de nouveaux emplois, mais, faute de politiques appropriées, elle pourrait aussi avoir de lourdes conséquences pour les entreprises, le personnel et les régions actuellement tributaires de productions fortement émettrices de CO<sub>2</sub>. De

même, les politiques d'adaptation énergétique ont un coût que peuvent difficilement assumer les populations les moins favorisées.

Ces constats et les éléments de solutions possibles ont été au coeur des débats d'une conférence organisée par la présidence belge de l'Union européenne, les 4 et 5 mars, en présence des représentants des Etats membres, du monde de l'entreprise et de la société civile, mais aussi des Nations Unies. Alors que les dirigeants européens s'apprêtaient à réviser à la baisse leurs ambitions environnementales face à la grogne des producteurs agricoles ou industriels, l'objectif était de dégager les éléments d'un cadre approprié pour l'avenir de la transition juste en Europe. La **nécessité d'une approche basée sur les personnes**, avec la participation réelle de tous les intéressés, ainsi que **l'importance de travailler davantage au niveau régional et local** pour élaborer des politiques ciblées, acceptables pour tous, se sont imposées au fil des interventions.

La Conférence a débuté par l'intervention du Directeur du programme Transition Juste de l'Organisation internationale du Travail, Moustapha Gueye, qui a souligné le vaste potentiel de la transition en matière de création d'une économie et d'emplois nouveaux, tout rappelant l'importance de politiques et de mesures de soutien ciblant les secteurs et les travailleurs qui risqueraient de s'en trouver exclus. L'OIT a adopté dès 2016 des *Principes Directeurs pour une transition vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*.

L'appropriation et l'inclusion sociale sont au centre des Objectifs de Développement durable des Nations Unies et de l'Agenda 2030, qui appellent à ne laisser personne de côté : "*Leave no one behind*" (ou, comme l'a réinterprété l'un des participants "*Bring everyone in*"). Mais le sont également l'interconnexion entre les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable et le rôle important des partenariats. C'est ce qu'a notamment souligné la Directrice du Bureau des Nations Unies à Bruxelles, Mme Camilla Brückner, qui a également attiré l'attention sur l'*Accélérateur Mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes*, créé en 2021 par le Secrétaire général.

Enfin, la Représentante à Bruxelles du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Mme Veronika Safrankova, a rappelé qu'une transition juste implique également de voir mettre en place par les Etats et les entreprises des **chaînes de valeur durables et respectueuses des normes sociales et environnementales** ainsi que des **politiques s'appuyant sur la science**.

[\*\*Principes Directeurs de l'OIT pour une Transition Juste\*\*](#)

[\*\*Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions\*\*](#)



---

## Aide humanitaire

### Famine imminente a Gaza

L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë du IPC menée en décembre 2023 a averti du risque de famine pouvant survenir d'ici la fin mai 2024 si un arrêt immédiat des hostilités et un accès soutenu à la fourniture de biens et de services essentiels à la population n'avaient pas lieu. Depuis lors, les conditions nécessaires pour éviter la famine n'ont pas été remplies et les dernières preuves confirment que la famine est imminente dans les gouvernorats du nord et qu'elle pourrait survenir à tout moment entre mi-mars et mai 2024.



## **Retour sur le Forum Humanitaire Européen**

**La Commission européenne et la Belgique, en sa qualité de Présidence du Conseil de l'Union européenne, ont organisé conjointement la troisième édition du Forum humanitaire européen, les 18 et 19 mars 2024 à Bruxelles.**

Cette année, le Forum s'est concentré sur les niveaux sans précédent qu'on atteints les besoins humanitaires ces dernières années (2023 et 2024), et a attiré l'attention sur les crises humanitaires oubliées et sous-financées. Les discussions ont également rappelé la nécessité de financer de manière durable et équitable l'action humanitaire. Il a été rappelé que le respect du droit international humanitaire, souvent bafoué, reste l'outil le plus puissant au service de la paix. En outre, le Forum a souligné l'importance d'une action coordonnée et non compartimentée, combinant l'aide d'urgence avec les efforts de développement et de paix pour aider les communautés vulnérables à sortir du cycle de fragilité et de dépendance.

De nombreuses personnalités des Nations Unies ont participé en personne aux débats dont Martin Griffith, Secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires ; Filippo Grandi, Commissaire Général du UNHCR, Cindy Mc Cain, Directeur exécutif du PAM, Natalia Kanem Directeur Exécutif UNFPA, et Catherine Russell, Directeur Exécutif de l'Unicef .

### **Ce qu'il faut en retenir :**

#### *Au niveau du financement :*

- Un engagement financier significatif : les États membres de l'UE et la Commission européenne ont annoncé une aide humanitaire de plus de 7,7 milliards d'euros pour l'année 2024, soulignant ainsi la solidarité mondiale et le rôle de premier plan de l'UE dans l'action humanitaire. La Belgique consacrera 190 millions au secteur humanitaire, augmentant sa contribution de près de 20 millions d'euros
- Un financement accru et diversifié : Les discussions ont souligné aussi le besoin urgent d'élargir la base de ressources pour l'action humanitaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE, face aux besoins humanitaires mondiaux en augmentation. 300 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire en 2024 et, en 2023, seuls 40 % des besoins de financement humanitaire globaux ont été satisfaits, et le fossé entre les besoins humanitaires et les ressources disponibles ne cesse de se creuser.
- Quatre États membres de l'UE - l'Allemagne, la Suède, la France et les Pays-Bas - ainsi que la Commission européenne figurent parmi les dix principaux donateurs humanitaires dans le monde, mais d'autres acteurs continuent d'augmenter leurs financements. Faire appel davantage au secteur privé reste aussi une option privilégiée sur laquelle les acteurs humanitaires s'engagent à travailler.

#### *Approche intégrée humanitaire, développement et prévention*

- Le Forum a plaidé pour une participation significative des acteurs locaux, des acteurs économiques et des organisations de la société civile. Il a souligné l'importance des solutions à long terme fondées sur le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix, une approche qui tiendrait compte de l'intégration des stratégies à court terme et à moyen terme y compris la prévention.

#### *Action climatique et renforcement de la résilience dans les contextes fragiles*

- Pour la première fois à ce Forum la question du climat et des contextes fragiles a été mise en avant notamment sous l'angle d'un financement adéquat de l'action climatique dans les zones touchées par les conflits et vulnérables aux aléas climatiques.

L'humanité déchirée par la violence, la faim, l'exode massif et le manque de moyens pour y répondre



APERÇU DE LA SITUATION  
HUMANITAIRE MONDIALE  
2024

VERSION  
ABRÉGÉE

FRANÇAIS  
1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2023



« Aperçu de la situation humanitaire mondiale en 2024 » : rapport du Bureau des Nations Unies pour la coordination humanitaire (OCHA), décembre 2023.

Les chiffres de ce nouveau rapport, publié dans un contexte humanitaire mondial complexe, témoignent d'une situation alarmante en ce début d'année 2024

- En 2024, près de **300 millions de personnes auront besoin d'aide** humanitaire, pour un montant total de **46 milliards de dollars**, mais l'écart entre les besoins humanitaires et les ressources disponibles continue de se creuser, alors que les conflits se multiplient et que la crise climatique s'aggrave. A titre d'exemple, les Nations Unies avaient lancé un appel pour 2023 à hauteur de 56,7 milliards de dollars, mais elle n'en a reçu que 35%, soit le pire déficit de financement depuis des années.
- Le Baromètre des conflits a révélé une augmentation des conflits et de leur intensité (nombre de morts au combat et de personnes déplacées), atteignant un total de **363 conflits dans le monde. Un enfant sur cinq vit dans une zone de conflit ou est contraint de fuir.** Beaucoup de ces conflits ne sont pas à la une de l'actualité : l'Afrique subsaharienne reste une région particulièrement touchée, la République démocratique du Congo et le Soudan.
- C'est dans la région du **Moyen-Orient** et de l'**Afrique du Nord** que les besoins sont les plus élevés, se montant à 13,9 milliards de dollars.
- Le nombre de personnes déplacées est au plus haut depuis un siècle. Rien qu'au Soudan, le conflit a déplacé de 6,3 millions de personnes en 2023 ,entraînant **la plus grande crise de déplacement interne au monde.**
- La prévalence de l'insécurité alimentaire touche 58 pays, exposant 258 millions de personnes à des conditions de vie précaires.

### Les obstacles

Les opérations humanitaires se heurtent à des obstacles majeurs en raison non seulement de la violence, de l'insécurité mais aussi en raison du manque de financements adéquats. En 2023, les financements humanitaires ont diminué pour la première fois depuis 2010-2011, laissant un déficit de près de 37 milliards de dollars par rapport aux besoins consolidés. Ce sous-financement met en danger la capacité des organisations humanitaires à répondre efficacement aux crises, et expose les populations à des risques accrus de maladies et de famine.

En 2024 les ressources disponibles ne permettront d'aider que 60% des personnes dans le besoin, soit 181 millions d'entre elles. Cette situation entraîne une hiérarchisation des priorités, laissant infailliblement de nombreuses personnes vulnérables sans assistance. En effet la proportion de personnes ciblées parmi celles dans le besoin est à son niveau le plus bas (60%).



←  
♡  
🔗

Face à ces défis, il est impératif d'augmenter les financements et de renforcer la collaboration entre les bailleurs du développement, du climat et de l'humanitaire. La nécessité de collaborer avec d'autres parties prenantes pour répondre efficacement aux besoins et s'attaquer aux causes sous-jacentes des crises a été soulignée durant le Forum Humanitaire qui s'est tenu en Mars à Bruxelles,. Le respect du droit international humanitaire par les États et les parties aux conflits est également essentiel pour atténuer les souffrances des populations touchées par les crises.

L'année 2024 s'annonce comme une période de difficultés croissantes pour les populations vulnérables à travers le monde

En dépit des défis, le rapport insiste sur le pouvoir collectif de renverser la tendance, soulignant ainsi l'importance de l'engagement et de la collaboration.

*Christine Van Nieuwenhuysse, Vice-présidente APNU*

## PAROLE A APNU JEUNES

### **RDC - Retrait progressif de la MONUSCO : du chemin parcouru aux perspectives d'avenir du maintien de la paix en Afrique (centrale)**



*Photo MONUSCO/Michael Ali*

Créée en 1999 comme mission d'observation et de rapportage sous le nom de MONUC, pour se transformer ensuite en la force de maintien de la paix la plus importante de l'histoire des Nations Unies, la MONUSCO a suscité espoirs et

ressentiments durant plus de deux décennies. Elle a connu de nombreuses mutations, qui, en fonction du contexte et de l'évolution des enjeux du terrain, ont progressivement modifié tant la portée de son mandat (régulièrement renouvelé par le Conseil de sécurité), que ses innovations opérationnelles et tactiques, et sa popularité dans la population.

Dans un contexte de questionnement de l'architecture de paix et de sécurité de l'ONU, il est pertinent de rappeler dans quelles conditions la MONUSCO s'est en quelque sorte enlisée dans l'Est de la République Démocratique du Congo, et quels ont été les moteurs de son retrait. Cette réflexion mène ensuite à une brève exploration des contours que pourrait prendre le maintien de la paix en Afrique dans un contexte de réduction générale des opérations de paix onusiennes de grande ampleur.

Découvrez l'analyse détaillée sur ce sujet dans l'article complet.

[Lire l'article complet en ligne](#)

*Quentin Moussebois, APNU Jeunes*

## ÉVÉNEMENTS

**SAVE THE DATE : Assemblée générale APNU | 27.05.2024**



L'APNU tiendra son Assemblée générale annuelle (AG) le **lundi 27 mai 2024** de **17:30 à 18:30** heure au pavillon du Parc Royal à Bruxelles. Nous discuterons, entre autres, de l'élection de nouveaux administrateurs, de la modification des statuts de l'association et du programme d'activités de l'APNU.

La réunion sera suivie d'une conférence **sur le thème "Le multilatéralisme a-t-il un avenir ?" avec Tanguy Struye de Swielande**, administrateur APNU et professeur à l'UCLouvain. Le professeur Struye analysera les défis du

multilatéralisme face aux défis géopolitiques et géoéconomiques contemporains et proposera quelques pistes de réflexion.

Cet événement sera ouvert aux membres de l'APNU, mais aussi aux personnes qui se seront inscrites en fonction des places disponibles. Un petit drink suivra.

Je m'inscris !

Conférence APNU | 19.06.2024

The poster features logos for APNU, UNFPA, and ICPD 30. The main title is 'CONFÉRENCE - DÉBAT' followed by 'DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES : PERSPECTIVES MONDIALES ET RÉGIONALES - LE RÔLE DE L'ONU'. The date and time are '19/06/2024 18H - 20H00'. The location is 'FONDATION UNIVERSITAIRE 11 RUE D'EGMONT, 1000 BRUXELLES' with 'OUVERTURE 17H30 - DRINK 19H30'. The background image shows a globe with people standing on it.

L'année 2024 marque le **30e anniversaire de la Conférence internationale sur la Population et Développement (ICPD)** du Caire. Pour célébrer cet événement marquant, l'APNU organise une conférence dédiée aux évolutions mondiales et régionales des populations et au rôle crucial des Nations Unies dans ce domaine. Rejoignez-nous **le 19 juin à 18h00**, à la **Fondation Universitaire** située au 11 rue d'Egmont, 1000 Bruxelles, pour une soirée de réflexion et d'échanges enrichissants. Restez à l'écoute, plus d'informations suivront sous peu !

Accueil  
Posts

Enter Your Email

Subscribe




Association pour les  
Nations Unies



» 2024 Association pour les Nations Unies.

[Politique de confidentialité](#)

[Conditions d'utilisation](#)

 Propulsé par  
beehiiv

